

Dans toute la région - en Bolivie, en Uruguay, au Mexique, au Venezuela ou en Argentine -, les gouvernements font montre d'un courage extraordinaire en s'attaquant à une situation économique extrêmement difficile.

Mais, comme sont à même de le constater les gouvernements des pays d'Europe de l'Est, changer les politiques est une chose, remettre une économie sur ses rails en est une autre. En effet, les ajustements économiques sont sources de tensions sociales; or, la démocratie ne tolère pas la répression. Les gouvernements d'Amérique latine doivent accepter le risque de troubles sociaux, tout en rejetant les méthodes de répression. Ils ont besoin pour cela de notre appui.

Nous ne devons pas nous contenter d'approuver le mouvement vers la démocratie et l'ouverture des marchés. Nous devons l'encourager activement. La démocratie est encore une fleur fragile, et le Canada a non seulement la possibilité, mais aussi l'obligation, de l'aider à prendre véritablement racine.

Il y a certains arguments que je voudrais définitivement écarter. J'entends souvent dire, en effet, que le Canada ne devrait pas s'engager plus à fond en Amérique latine, parce que celle-ci est l'arrière-cour des États-Unis. Nous serions alors forcés de nous ranger à l'opinion américaine, ce qui nous rendrait impuissants et inutiles. On dit aussi qu'en exprimant des vues contraires à celles des États-Unis, le Canada s'exposerait aux foudres de Washington sur des questions ayant une plus grande importance pour lui.

Curieusement, ce sont surtout les gens qui se disent nationalistes qui avancent ces arguments. C'est une bien curieuse forme de nationalisme que de vouloir éviter certaines régions du monde - ou des organisations comme l'OEA - parce que nous pourrions être forcés de tenir tête à Washington. Il ne s'agit pas là d'une mentalité de nationaliste, mais plutôt d'une mentalité de colonisé.

Le silence est un outil surprenant pour qui veut user de son influence, protéger ses intérêts et faire valoir son opinion. Il en va de même de l'isolement. Ce n'est pas en détournant complaisamment le regard que nous allons régler les problèmes de l'hémisphère.

Nous ne pouvons espérer exercer une influence en Amérique Latine en nous tenant loin de cette région.

Et nous ne pouvons certes espérer résoudre des problèmes - des problèmes qui touchent directement le Canada, tels que l'endettement, la drogue, l'environnement - si nous nous tenons à l'écart des autres nations et des organisations où ces problèmes sont examinés.